

Jusqu'ici, le souci des pays occidentaux de travailler à l'intégration pacifique de leurs anciens adversaires n'a pas entraîné, comme beaucoup l'avaient craint dans le monde en développement, le détournement massif de l'aide aux dépens des régions où subsistent toujours des besoins critiques. On ne peut cependant nier que ces nouveaux défis ont monopolisé l'attention des publics et des décideurs occidentaux et que l'aide financière accordée par les gouvernements doit, en fin de compte, suivre l'ordre des priorités établi. Parallèlement, il est clair que les ministères des Finances ont de plus en plus de mal à justifier l'aide extérieure officielle, telle qu'elle existe dans ses formes traditionnelles, peu importe qu'il s'agisse de transferts Nord-Sud ou Est-Ouest. Par conséquent, les ouvertures commerciales et la capacité d'attirer des capitaux et des technologies de l'étranger représenteront plus que jamais les clefs de l'amélioration économique tant dans l'Est qu'au Sud. Dans les deux cas, la rationalisation économique interne et intra-régionale suscitera probablement des avantages plus rapides et plus tangibles que n'importe quelle *largesse* attendue de l'Occident.

Qu'est-il advenu des «dividendes de la paix» ?

Une autre question vitale demeure en ce qui concerne la conjoncture radicalement changée afférente à la sécurité militaire et la nécessité primordiale de renforcer la sécurité grâce à des améliorations économiques. Et elle se libelle comme suit : «Qu'est-il advenu des dividendes de la paix auxquels on s'attendait ?» Beaucoup avaient espéré que la réduction des tensions militaires entre l'Est et l'Ouest aurait débouché rapidement sur des avantages considérables pour les économies nationales concernées et la santé de l'économie mondiale. Les grands dépensiers militaires ont déjà coupé sensiblement leurs budgets (10 p. 100 en URSS en 1990, 6 p. 100 aux États-Unis, et 5 p. 100 à l'échelle du globe¹⁰), mais le monde n'en a pas encore ressenti des avantages positifs dignes de mention.

Cela s'explique de bien des façons. Disons tout d'abord, en épousant entièrement l'opinion voulant que la réduction des dépenses militaires profite à l'économie, que les budgets militaires excessifs du passé, financés à même les déficits, ont causé plus de dommages qu'on ne le pensait; en les réduisant, on limitera donc tout d'abord l'étendue des dégâts, et ce ne sera que beaucoup plus tard qu'une amélioration concrète se manifestera.